

TAPAGE



2 euros

JOURNAL BIMESTRIEL D'EXPRESSION LIBRE du Nord Seine-et-Marne

Avril 2016

#36

Lorsque...

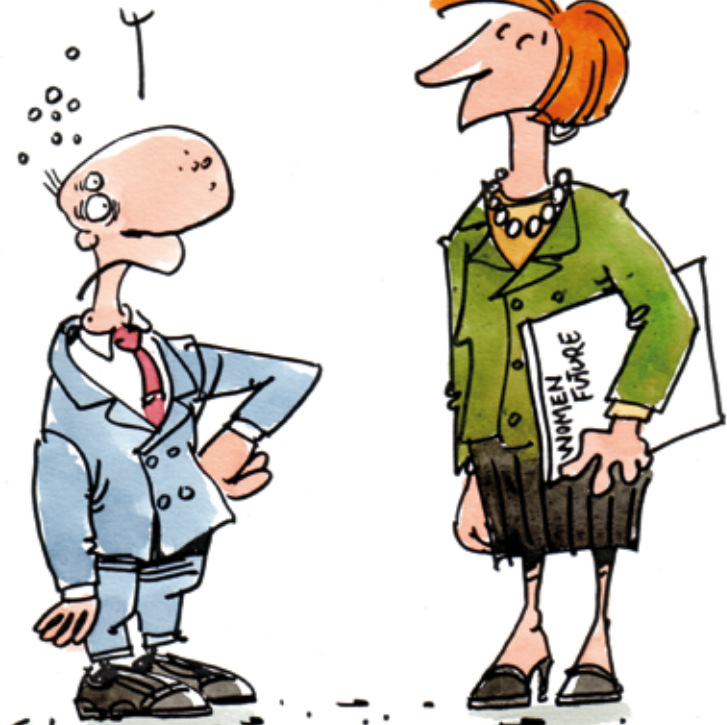
Lorsque le 2 mai 2014 en Ukraine des groupes de néo nazis ont agressé violemment un rassemblement pacifique, massacrant à l'arme blanche des dizaines d'habitants d'Odessa, incendiant la maison des syndicats, nous n'avons rien dit. Nous ne sommes pas ukrainiens et l'Union Européenne a laissé faire...

Lorsque le 31 mars 2016, quatre militants du Parti Communiste Polonais ont été condamnés à neuf mois de restriction de liberté assortie de travaux d'intérêt général obligatoire et d'amendes par le tribunal régional de Dąbrowa Górnicza pour propagande de l'idéologie communiste sur le site internet du parti, nous n'avons rien dit. Nous ne sommes pas polonais et l'UE a approuvé...

Lorsqu'en France, après la mobilisation du 28 avril contre la loi El Khomri, la réponse du gouvernement s'est caractérisée par d'innombrables violences policières à Paris, Rennes, Marseille, Nantes, lorsque la police a procédé à des arrestations arbitraires de militants, lorsqu'elle a pratiqué des mesures d'intimidation à leur encontre, lorsqu'elle a frappé et mis en garde à vue un militant syndical Sud rail et un enseignant-chercheur en sociologie à l'Université Paris 8, syndiqué à la CGT, nous n'avons rien dit. Nous ne sommes pas des émeutiers et l'UE exige cette loi antisociale...

Alors peut-être est-il temps de se rappeler des paroles du pasteur allemand Martin Niemöller en 1946 à son retour d'un camp de concentration :
« Lorsque ils sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.
Lorsqu'ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate.
Lorsqu'ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste.
Lorsqu'ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester. »

QU'EST-CE QUE
J'APPRENDS ?.. VOUS
REPRÉSENTEZ LA
MOITIÉ DE L'HUMANITÉ?...



Jiho - Iconovox

Le deuxième sexe...

La condition féminine a toujours été intimement liée aux luttes sociales. C'est évident au regard de l'Histoire de France (p 4 et 5) mais aussi en Espagne (p 14) ou au Moyen-Orient (p 6 et 7). Ce mouvement d'émancipation se heurte encore aujourd'hui à des résistances mentales et institutionnelles qu'on retrouve dans le monde rural (p 10), dans la police (p 8 et 9) et dans l'éducation (p12 et 13).

Local Seine-et-Marne
Fermeture des
trésoreries

> Page 3

Dossier
Femmes : ni putes,
ni soumises ?

> Pages 4 à 15

Economie
Austérité et...
chômage

> Pages 16 et 17

Communiqué

Groupe de la Gauche Républicaine et Communiste

Séance du Conseil départemental de Seine-et-Marne du 25 mars 2016

Bernard CORNEILLE
(Divers gauche)
Marianne MARGATÉ
(PCF)

Le groupe a lancé une pétition pour demander l'abandon de la disposition supprimant la gratuité des **transports scolaires** en Seine-et-Marne.

La Seine-et-Marne défend le Plan Régional d'Élimination des **Déchets de Chantiers**.

Nous dénonçons depuis longtemps l'accumulation des déchets venus de toute l'Ile-de-France. Notre département n'a pas vocation à devenir un dépotoir. Notre refus avait été entendu par la Région qui avait approuvé un plan de protection (PREDEC). Ce plan pourtant salubre est aujourd'hui contesté par le Préfet de Région. L'assemblée départementale unanime s'est indignée par une motion hostile à la décision du Préfet.

L'insertion passe par l'accompagnement vers **l'emploi** et non par la stigmatisation des allocataires du RSA

Nous avons voté contre la baisse de la subvention à Initiatives 77 dont la

principale mission est de proposer des parcours de formation et d'insertion aux allocataires du RSA. D'un côté, les soi-disant fraudeurs au RSA sont pointés du doigt, alors que les moyens ne sont pas donnés aux Maisons Départementales des Solidarités, aux Associations d'Accompagnement Vers l'Emploi, à Initiatives 77 pour faire leur travail d'accompagnement auprès de ces publics.

Pour la politique de **logement** :

Nous avons voté pour la convention de partenariat avec l'OPH 77 qui prévoit 2 millions € d'investissement dans le logement en 2016, et s'inscrit dans la continuité du travail réalisé par l'ancienne présidente Maud TALLET. Nous restons vigilants à ce que les crédits servent l'amélioration du cadre de vie des locataires, et non une surenchère de vidéosurveillance.

Nous avons regretté le désengagement de l'Etat et de la Région dans ce domaine essentiel.

Par contre, nous nous sommes opposés à la convention du Fonds de Solidarité Logement qui prévoit une baisse de 11% de son budget.

Non au **financement des collègues** d'enseignement privé

Une fois de plus, nous nous sommes opposés à la délibération qui fait participer notre institution au financement des collègues privés. Nous prétendons qu'il n'y a pas égalité entre le public et le privé.

Puisque le public recrute tous les élèves sans distinction alors que le privé peut les trier. D'autre part, le privé a d'autres sources de financement par la participation des familles.

du nombre d'emplois, de la qualité des missions, de la capacité de ces associations à mettre en œuvre les missions qu'elles mènent aujourd'hui.

C'est d'une extrême gravité, au vu de la situation, cela va participer à la désertification du secteur rural comme du secteur urbain. Nous nous sommes également opposés aux baisses de subvention à destination des associations sportives scolaires.

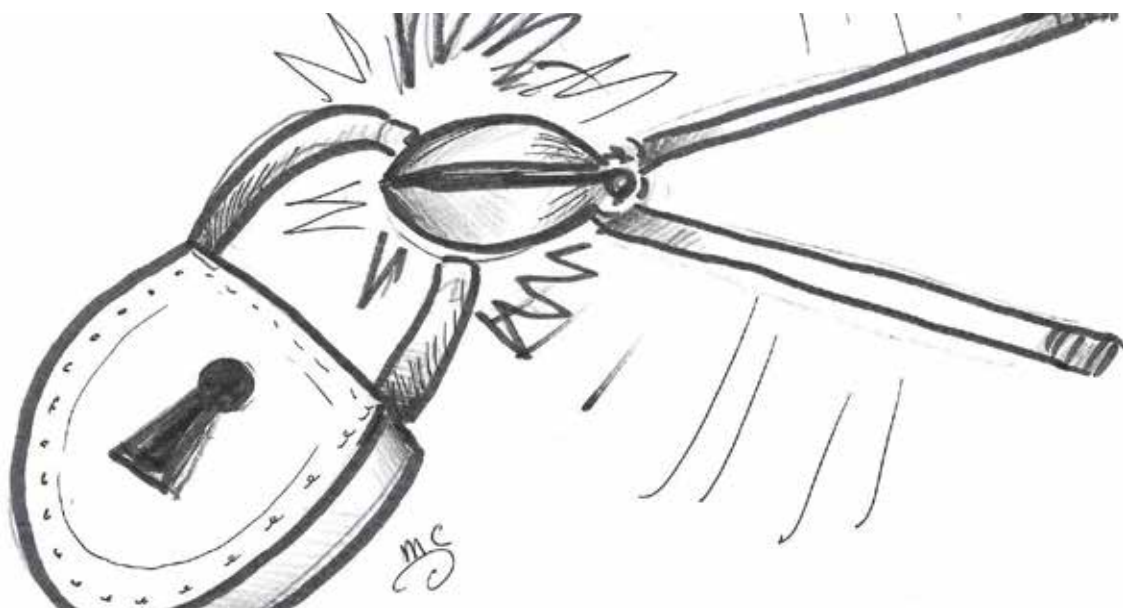


Le monde associatif en danger.

Le choix de la droite départementale de baisser de 35% l'aide à l'égard des associations d'éducation va avoir de lourdes conséquences. En privilégiant le projet plutôt que le fonctionnement, il y aura une remise en cause inévitable

Contre l'augmentation de la **taxe foncière**

Nous nous sommes opposés à l'augmentation de la taxe foncière sur les propriétés bâties de 15.7% à 18%. Double peine pour les Seine-et-Marnais : suppression de services et augmentation des impôts



Communiqué

NON À LA FERMETURE DES TRÉSORERIES

de Lizy Crouy sur Ourcq, Rebais, La Ferté-Gaucher, Brie-Comte-Robert, Tournan-en-Brie, Guignes

NON A LA FERMETURE DES SERVICES DE PUBLICITÉ FONCIÈRE

de Provins et Fontainebleau

OUI À DES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ

Après avoir réduit, depuis mars 2015, les heures d'ouverture au public des services des Finances Publiques, la Direction Départementale des Finances Publiques s'est engagée dans un plan de liquidation des services des finances publiques en Seine-et-Marne.

C'est un mauvais coup supplémentaire porté au service public en Seine-et-Marne après les fermetures début 2016 des trésoreries de Saint-Fargeau-Ponthierry, Château-Landon et La Chapelle la Reine, un nouvel abandon des territoires ruraux et semi-urbain, une décision prise dans l'opacité la plus totale.

AUJOURD'HUI la Trésorerie, DE-MAIN le service des impôts des particuliers, la Poste, l'École, la Gendarmerie, le service des impôts des entreprises...

ENSEMBLE, DÉFENDONS
LE SERVICE PUBLIC !

Les agents, usagers, élus, signataires

1) Refusent la fermeture des trésoreries de Lizy Crouy sur Ourcq, Rebais, La Ferté Gaucher, Brie-Comte-Robert, Tournan-en-Brie, Guignes et des services de publicité foncière de Provins et Fontainebleau.

2) Affirment que le service public est un élément incontournable de la vie des territoires et que son caractère de proximité doit être préservé à tout prix afin de répondre aux besoins de tous les usagers (particuliers, professionnels, collectivités territoriales)

3) Rejetent la conception déshumanisée des relations entre l'administration et les usagers que veulent imposer les responsables politiques et administratifs en imposant l'utilisation d'internet comme seul mode d'accès aux services administratifs et considèrent que la réception au guichet des contribuables doit demeurer sur tous les territoires une mission essentielle des services des Finances Publiques

4) Demandent à la Direction Départementale des Finances Publiques de Seine-et-Marne de revenir sur sa décision et de doter les services des Finances Publiques des moyens en personnel leur permettant d'assurer toutes leurs missions et d'offrir à tous les usagers une qualité de service identique

Histoire

Jean Denis

Quelques éléments de l'histoire

La longue lutte pour l'égalité des femmes a été vécue différemment dans la classe ouvrière et dans la classe bourgeoise, à la ville et à la campagne. Mais dès la Révolution de 1789, les revendications féminines et les luttes féministes ont été liées plus étroitement que dans d'autres pays aux revendications populaires et aux luttes révolutionnaires.

La Révolution de 1789 proclame les droits de l'Homme et du Citoyen mais se refuse à suivre Condorcet qui demande les droits politiques pour les femmes. « Les hommes n'ont-ils pas violé le principe de l'égalité des droits en privant tranquillement la moitié du genre humain de celui de concourir à la formation des lois, en privant les femmes du droit de cité ? » demandait-il. « L'argument qui consiste à dire qu'ouvrir aux femmes la carrière politique, c'est les arracher à la famille, n'a qu'une apparence de solidité... S'il était décisif, il faudrait au même titre leur interdire tous les états manuels et tous les états de commerce, car ces états les arrachent par milliers aux devoirs de la famille ». Condorcet pointe déjà la contradiction : à partir de leur rôle dans la production, les ouvrières et toutes les autres travailleuses feront éclater l'hypocrisie de la morale bourgeoise et la contradiction entre la théorie de la femme au foyer et l'appel massif à la main-d'œuvre féminine au cours de la révolution industrielle.

Olympe de Gouges, qui publie en 1791 une Déclaration des Droits de la Femme réclame pour les femmes « l'admission à toutes les dignités, places et emplois publics, selon leurs capacités » mais en dépit de leur place éminente au cours des principales journées d'insurrection, elles resteront des citoyennes mineures. Bonaparte déteste les femmes qui se

mêlent de politique et les « femmes savantes ». Le code Napoléon les exclut totalement des droits politiques et d'un grand nombre de fonctions et enferme la femme bourgeoise dans sa famille, soumise totalement au mari. L'ouvrière sera au contraire arrachée de plus en plus à son foyer, au travail industriel à domicile et jetée dans l'enfer de la manufacture, puis de l'usine.

C'est ainsi que le mouvement féminin pour les droits civiques a pris très tôt un caractère de lutte sociale. Les socialistes utopiques, Saint Simon, Fourier surtout, lient l'émancipation du prolétariat et l'émancipation des femmes dans leurs théories généreuses. Flora Tristan, George Sand ou Louise Michel la communarde ne sont pas des ouvrières mais des femmes instruites et économiquement indépendantes.



Le mouvement féminin pour les droits civiques a pris très tôt un caractère de lutte sociale.



Elles sont une poignée par rapport à la grande masse des millions de payannes, de femmes au foyer dans les couches aisées de la société, d'ouvrières et de servantes. Les célèbres



enquêtes de Villermé (1834-1837) révèlent l'effroyable exploitation de ces ouvrières. En 1848, ce sont des ouvrières parisiennes relativement privilégiées qui participent à la révolution. Les clubs féminins réclament le droit de vote mais seul le député fourriériste Victor Considérant dépose une proposition de loi en ce sens et elle n'est même pas discutée. Sous le Second Empire, en 1866, on dénombre 675 000 ouvrières travaillant dans les usines et 3 600 dans les mines et les carrières. Un million et demi travaillent encore à domicile et plus d'un million sont domestiques. Les idées du socialisme scientifique pénètrent en France grâce à l'Internationale des Travailleurs fondée par Marx et Clara Zetkin propose au Congrès de l'Internationale que le 8 mars, référence à la grande grève des ouvrières américaines de 1857, devienne dans le monde entier « Journée Internationale des Femmes ».

Les parisiennes participent très nombreuses à la Commune de Pa-

Histoire du féminisme en France



ris, saluées par Jules Vallès : « Des femmes partout ; grand signe ! Quand les femmes s'en mêlent... ». Elles seront massacrées comme les hommes par les Versaillais, prisonnières et déportées avec eux. La plupart des féministes de la bourgeoisie sont absentes de ce grand combat et George Sand sera du côté des bourgeois de M.Thiers.

Tout en appelant par centaines de milliers les femmes dans les usines, ou avec plus d'un million de servantes, la bourgeoisie de la IIIe République continue de dire « que la place de la femme est seulement au foyer ». Certes, on crée des écoles publiques de filles et en 1880 les premiers lycées de filles mais il faudra encore attendre pour l'Université : Marie Curie sera une des premières étudiantes inscrites à la Faculté des Sciences en 1891. C'est une marche très lente, à contre-courant de l'Eglise catholique et de la grande bourgeoisie qui défendent les idées traditionnelles sur le rôle exclusivement familial des femmes, et de la religion, indispensable pour mainte-

nir les filles soumises et obéissantes.

La gauche petite bourgeoise est radicale, anticléricale et Combes fait voter la séparation des Eglises et de l'Etat mais l'emprise du clergé reste dominante sur les femmes de la classe moyenne. Bien des paysans font comme les bourgeois, envoyant leurs filles à l'église même s'ils n'y vont guère eux-mêmes alors que les femmes de la classe ouvrière sont presque totalement déchristianisées. La presse féminine entretient l'image traditionnelle de la femme vouée à l'amour, aux enfants et à la maison mais des journaux féministes sont créés : on en compte vingt et un en 1901. En 1907, une loi garantit à la femme mariée la libre disposition de son salaire mais c'est toujours le Code Napoléon qui régit le droit civil : la femme mariée y est toujours considérée comme une mineure entièrement sous tutelle.

En 1912, Jaurès demande à l'assemblée l'ouverture d'un débat sur le vote des femmes mais il est assassiné et c'est la guerre... Les femmes remplacent partout les hommes mobilisés pendant plus de quatre ans et la question rebondit après guerre où une majorité de députés se prononce en 1919 en faveur du droit de vote des femmes mais il est repoussé au Sénat, après de multiples navettes, en 1922, puis à nouveau en 1929, en 1932, et encore en 1935 !

Les « années folles » voient les femmes, de la bourgeoisie essentiellement, s'émanciper : la « garçonne » est active et autonome, sort, danse, fume, fait du sport, conduit une automobile, voyage, et affiche des mœurs libérées. Mais en 1920, la « chambre bleu-horizon » vote une loi réprimant très sévèrement l'avortement et interdisant toute propagande

sur la contraception. Le travail des femmes est rémunéré entre 30 et 40 % moins que les hommes.

En 1936, les femmes occupent aussi les usines et les conquêtes sociales leur sont particulièrement bénéfiques, notamment le relèvement spectaculaire des salaires et surtout les plus bas, les leurs. Irène Joliot-Curie et deux autres femmes entrent au gouvernement mais elles ne votent toujours pas quand éclate la seconde Guerre Mondiale. Le gouvernement de Vichy va même limiter leurs droits au travail et revivifier les vieux thèmes bourgeois sur le « rôle éternel de la femme » mais dans la Résistance, elles jouent un rôle important et, à la Libération, le droit de voter et d'être élues leur est enfin reconnu: la Constitution de 1946 proclame solennellement que « la loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme ».

Une page de « l'âge des droits » est tournée mais il faut attendre 1965 pour que les femmes obtiennent le droit d'ouvrir un compte en banque et exercer une activité professionnelle sans l'autorisation du mari. La question de la liberté sexuelle, de la maternité et de l'avortement est posée avec Simone de Beauvoir et « le 2^{ème} sexe » publié en 1949 : c'est la création du Planning Familial en 1956, celle du Mouvement de Libération de la Femme à la fin des années 60, le manifeste des « 343 salopes » en 1971 et le procès de Bobigny en 1972. La loi Neuwirth légalise la contraception en 1967 et la loi Veil l'Interruption Volontaire de Grossesse en 1975.

Reste à préserver ces conquêtes et à éradiquer les comportements sexistes, les discriminations au travail et les violences faites aux femmes.

Féminisme et transformation sociale

Buster Salgan

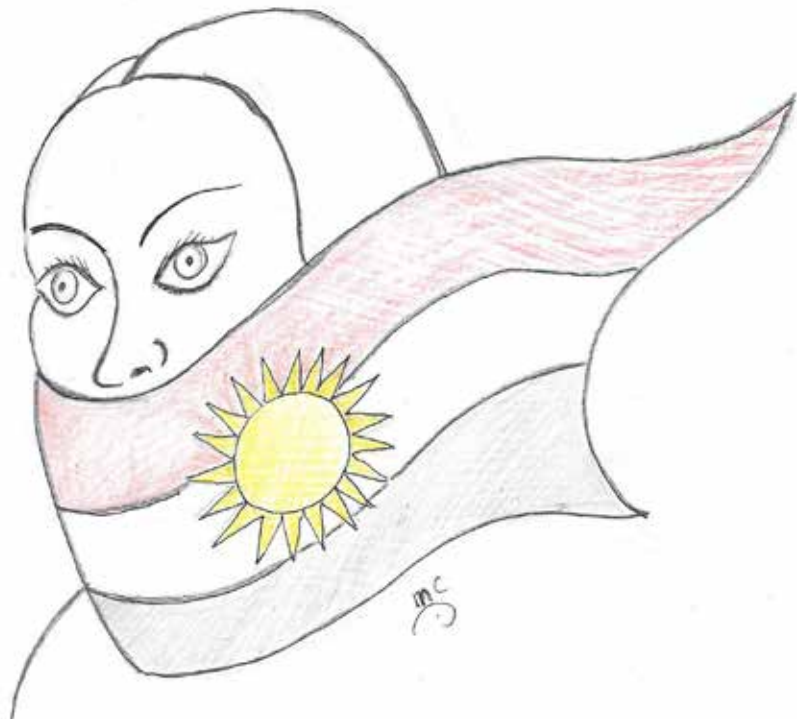
Un exemple : le Kurdistan

La situation géopolitique au Moyen-Orient est un élément fondamental pour comprendre les enjeux sur les migrations ou encore le développement du terrorisme. Si l'on a beaucoup parlé de la résistance kurde au moment du siège de la ville de Kobané par les terroristes de Daech, on a trop souvent passé sous silence qu'à la base de la lutte armée se trouve un projet de société démocratique dans lequel les femmes jouent un grand rôle. Car entre l'intégrisme religieux politique et les régimes autoritaires, une troisième voie démocratique et de transformation sociale existe : c'est notamment celle du Kurdistan, où l'expérimentation concrète d'une autre société se fait quotidiennement.

Le Mouvement des femmes kurdes s'est organisé au milieu des années 80 en Europe. La première action de sensibilisation des femmes à tous les niveaux de la société fut tout d'abord d'évaluer leur situation au sein des communautés, les discriminations auxquelles elles étaient confrontées et leur niveau social et politique, afin de pouvoir œuvrer à des projets aboutissant à leur émancipation sur le long terme. Les coutumes archaïques issues du féodalisme régnaient et règnent encore dans beaucoup d'endroits au Kurdistan. Cette première association joua un rôle important à son époque pour la prise de conscience des femmes kurdes concernant les problèmes de violence à leur égard sous toutes leurs formes. Pour cette mouvance, l'enjeu principal au sein de la société kurde consistait à déclencher une réflexion et une interrogation au sujet des relations du pouvoir patriarcal qui imprégnait toutes les classes sociales. Pour la première fois, les femmes avaient l'opportunité de déchiffrer ces codes de domination masculine sous tous ses angles, pour ensuite analyser et œuvrer à des stratégies pratiques visant à contrer ces approches par le biais d'organisations associatives, politiques et d'autodéfense.

La place des femmes au Kurdistan

Aujourd'hui on assiste à la mise en œuvre de ce projet de contrat social



dans toutes les parties du Kurdistan. Au Kurdistan du Nord, les femmes sont aujourd'hui représentées dans toutes les instances politiques et associatives de façon égalitaire par rapport aux hommes, grâce au système de coprésidence. Concernant le pourcentage général de la place des femmes à la Grande Assemblée nationale de Turquie, le nombre des députés femmes du parti HDP (le parti politique kurde de Turquie) est le plus élevé. Ce système de coprésidence existe aussi dans toutes les municipalités acquises

par le HDP aux dernières législatives. Toutes les mairies sont aujourd'hui coprésidées. Cela correspond à une représentation directe de la volonté des femmes dans toutes les instances politiques. Elles sont aussi parallèlement une composante du Mouvement démocratique de libération des femmes (qui rassemble toutes les ethnicités, identités de genre, féministes, artistes, écologistes, anarchistes, ONG humanitaires et représentations politiques qui se retrouvent dans les valeurs de libération des femmes).

Une résistance qui s'organise

Le Rojava — le Kurdistan occidental syrien, de facto autonome — est un modèle démocratique pour le Moyen-Orient et une révolution féminine. Aujourd'hui, quartier par quartier, les femmes créent des associations éducatives et sociales pour veiller au développement et à la sécurité des enfants dans un pays en guerre depuis trois ans. Les femmes kurdes du Rojava se sont mobilisées avec les femmes arabes, turkmènes, assyriennes et aléviennes pour trouver des solutions politiques et sociales collectives pour l'émancipation des femmes. Elles sont la force motrice de la révolution et les architectes d'un système démocratique débarrassé des approches uniquement patriarcales. Les femmes kurdes du Rojava sont pleinement engagées et sont l'un des piliers du système appelé « autonomie démocratique du Kurdistan syrien ». Elles ont eu accès à tous les niveaux de l'administration autonome, formée de trois cantons. C'est une révolution dans la révolution. L'instauration de ce système démocratique autonome prend aussi en compte toutes les spécificités sociales et politiques de la communauté et les réflexions conflictuelles sur la place des femmes dans les mécanismes d'autogestion du système démocratique autonome.

Les femmes dans les combats militaires

Aujourd'hui, elles sont mobilisées en grand nombre au sein des Unités de protection du peuple (YPG), mais aussi dans des unités féminines non mixtes de l'YPJ. Elles sont jeunes, dynamiques, et révoltées face à ces attaques inhumaines qui menacent leur peuple d'extinction. Certaines, comme Arin Mirkan, n'hésitent pas à se sacrifier pour la liberté de leur peuple, la protection des femmes et des enfants. Ce sont ces mêmes combattantes de l'YPJ qui avaient ouvert un corridor humanitaire aux monts de Sinjar pour sauver la population et particulièrement les femmes yézidies des mains de Daesh, afin d'empêcher qu'elles soient kidnappées, violées, exécutées, vendues dans les bazars de l'esclavagisme sexuel. Les combat-

Festival satirique et poétique

En l'honneur J.J. Grandville



tantes kurdes de l'YPJ continuent à se battre sans relâche

Militantes kurdes assassinées

Une manifestation a eu lieu début janvier en souvenir des trois militantes kurdes assassinées à Paris en janvier 2013. Malgré des documents qui attestent de la connexion du présumé meurtrier Omer Güney avec les services secrets turcs, les forces qui ont commandité ce crime n'ont toujours pas été officiellement identifiées. On peut se demander pourquoi la justice française - la même qui signe des accords avec la Turquie pour le partage des données personnelles des détenues sous contrôle judiciaire ou des réfugiées politiques en France, comme Sakine Cansiz, qui devait être sous protection selon la Convention de 1954 relative au statut des apatrides - n'a pas demandé à la Turquie le contenu de son dossier d'instruction sur ce triple assassinat. Pourquoi, à ce jour, les familles des victimes n'ont pas été reçues par le gouvernement français ? On ne sait pas à l'heure actuelle la date à laquelle se tiendra le procès.

en brèves

Ça chauffe à Rennes

A Rennes, les manifestations pour le retrait du projet de loi Travail des 31 mars et 09 avril ont atteint des sommets dans les violences policières.

Plusieurs dizaines de blessés, des arrestations aléatoires, gazage massif des manifestations, coups de matraques... 7 inculpés ont été accusés d'avoir participé à un attroupement armé et d'avoir jeté des projectiles sur les forces de police... Le procureur a demandé de un à trois mois et deux ans d'interdiction de centre-ville de Rennes pour tous. Les sanctions sont tombées le samedi : la plupart des prévenus sont condamnés à six mois de prison avec sursis et deux cent dix heures de TIG. Le salarié de PSA est condamné à six mois de prison, dont quatre avec sursis, et 1 000 € d'amende pour avoir refusé que l'on prenne son empreinte génétique. Une jeune suisse est elle aussi condamnée pour refus de prise d'empreinte génétique, à 500 € d'amende. Un seul est relaxé. Le tribunal n'a pas retenu les interdictions de séjour requises contre les prévenus...

Lente féminisation de l'institut

Gérard Gatineau, fonctionnaire de police à la retraite, a écrit un ouvrage intitulé 30 ans de bitume ou les tribulations d'un flic du XXème siècle dans lequel il retrace toute sa vie professionnelle. Dans l'extrait ci-dessous, il rappelle comment le concours des gardiens de la paix - pourtant détenteurs du monopole de la force physique (?) - s'ouvre enfin aux femmes en juillet 1978 et fait polémique.

Hiver 1977 : le ministre de l'Intérieur du gouvernement Barre annonce l'ouverture du corps des gardiens de la paix aux femmes. Cette décision fait rapidement des vagues au sein du corps policier - corps extrêmement machiste ! - y compris au sein de la CGT-Police.

Un article qui paraît à l'époque ne mérite d'ailleurs pas mon approbation : « Gardien de la paix au féminin(...) Dans une récente décision, le ministre de l'Intérieur a annoncé que le corps des gradés et gardiens de la paix serait désormais ouvert aux femmes. Nous connaissons aujourd'hui une telle situation pour le corps des enquêteurs, des inspecteurs et des commissaires de police. Pour trois catégories, cela ne semble pas poser apparemment de questions majeures (...) Alors, tenant compte qu'il existe des femmes enquêteuses, inspecteurs et commissaires, nous pensons qu'il n'y a aucune objection fondamentale à ce que du personnel féminin ait accès au corps des gradés et gardiens de la paix de la police nationale. Cependant, nous sommes en droit de nous interroger sur les aménagements qui devront être pris par l'administration afin d'aider au mieux les femmes à s'insérer pleinement dans cette profession. En effet, si l'on considère qu'une femme gardien de la paix doit être logiquement considérée et employée de la même manière que son collègue masculin, sans discrimination aucune, dans ces conditions, feront-elles rigoureusement le même travail ?   savoir, d'une

part, les tâches de maintien de l'ordre. Feront-elles les nuits ? S'il en était ainsi, l'accès aux différentes spécialisations devrait les amener, premièrement, dans les compagnies républicaines de sécurité qui, comme nous le savons, sont le plus souvent utilisées à des tâches de maintien de l'ordre plutôt qu'à des tâches de sécurité publique (...) Deuxièmement, dans les corps urbains, assureront-elles les mêmes servitudes que leurs homologues masculins, sachant que le travail de voie publique nécessite une forme et une force physique indispensables à certaines interventions (accidents graves de voie publique, barrages en général, cadrage et ramassage des ivrognes, etc.) ». La Voix de la Police nationale, Paris, janvier-février-mars 1977, n 37.

Le débat explose durant les mois suivants.   l'été 1978, le ministre de l'Intérieur annonce fièrement que le prochain concours d'entrée dans la police nationale, prévu en septembre, sera ouvert au personnel féminin. Mais Pascal Martini, notre secrétaire



l'ouverture du corps des gardiens de la paix aux femmes. Cette décision fait rapidement des vagues...



général s'indigne : « Avec environ 1 600 000 chômeurs dans notre pays, plus



de la moitié sont des femmes et des jeunes. Avec tous ces vacataires, agents de bureau de voie publique, auxiliaires féminines, le recrutement des femmes pour le prochain concours d'entrée de la police nationale se chiffrera à 50. Nous proposons immédiatement : que les agents de bureau de voie publique bénéficient du même statut que les gardiens, en assumant les mêmes tâches, après avoir fait un stage de formation ; que tous les vacataires soient titularisés dans le corps des personnels administratifs ; que le recrutement pour le personnel féminin soit plus important.   quoi bon

stitution policière...



MC

savoir que le personnel féminin a accès à l'entrée dans la police nationale si son nombre est très limité, voire inexistant ».
La Voix de la Police nationale, Paris, juillet-août-septembre 1978, n°43, P.6.

En mars 1979, 55 femmes gardiens de la paix sont effectivement en service sur le territoire français. Les cinq années suivantes verront l'arrivée de plusieurs centaines d'autres femmes policières : en 1980, 100 fonctionnaires ; en 1981, 98 ; en 1982, 736 ; en 1983, 515 ; en 1984, 140. Cela représente en cinq ans un potentiel de 1600

femmes gardiens de la paix. De 1984 à 1991, le recrutement s'est amplifié. Mais la place de la femme dans la police active est toujours marginale. Les vieux démons, issus des millénaires d'asservissement de la femme, sont toujours bien vivants. Et pas seulement dans la police. Nombreux sont ceux qui pensent encore que certains métiers sont exclusivement masculins. Les textes promulguant l'égalité des sexes existent certes, mais ils ne sont certainement pas appliqués dans leur intégralité ni dans tous les milieux. A Saint-Brieuc, en fin de carrière, j'ai remarqué que la seule femme de la brigade était très souvent de service en ma compagnie : il y a des rejets que certains avaient probablement honte d'assumer.



L'art dans la rue

Bd du Temple, à deux pas de la place de la République. Avril 2016



en brèves

Déclaration de la CGT-Police à l'occasion de la Manifestation du 9 avril 2016 à Paris

La CGT-Police constate qu'une fois de plus les forces de l'ordre ont servi à protéger les intérêts particuliers de certains. En effet, les policiers n'ont pas été autorisés (et on ne leur a pas donné les moyens) à intervenir pour protéger les manifestants pacifiques, les commerçants, les collègues, des biens, un commissariat... Par contre, pour protéger le domicile du premier ministre, là, tout a été fait. La CGT-Police ne peut que rappeler la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, en son article XII : « La garantie des droits de l'Homme et du Citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée ».

Ruralité

Emil Wach

Femmes de paille

Dans un très bel ouvrage publié en 1988, la sociologue Rose-Marie Lagrave(1) souligne l'importance de l'exode des femmes d'agriculteurs durant les années 1960 et 1970. La modernisation de l'agriculture leur a laissé le dilemme suivant : soit disparaître de la ferme, soit rester confinées dans les foyers et vaquer aux tâches les plus subalternes de l'exploitation, tels le jardin et le petit élevage. Elles ont majoritairement choisi la première option quittant silencieusement et dans l'indifférence générale des espaces de vie qu'elles avaient occupés durant des décennies, voire des millénaires. Certes, la vie paysanne n'était pas une panacée, mais les changements de conditions d'existence dans les campagnes qu'offraient les « Trente glorieuses » ne furent pas pour elles. C'est à un avenir fait de mobilités professionnelles qu'elles étaient conviées.

Celles qui restèrent durent leur reconnaissance, au bout de nombreuses années, à des acquis sociaux et juridiques obtenus au prix d'une intégration dans un champ politique qui jusqu'alors les ignorait. Ces pionnières construisirent leur légitimité au sein de mouvements syndicaux qui, de leur côté, trouvèrent un intérêt à élargir leur assise sociale en intégrant des agricultrices militantes et citoyennes. Mais, comme le rappelle Rose-Marie Lagrave, les avancées obtenues ne firent pas de femmes des « forces motrices du devenir de l'agriculture ».

La première reconnaissance professionnelle officielle apparaît bien tardivement, en 1999, avec le statut de « conjoint collaborateur ». Depuis 2009, elles peuvent être exploitantes, salariées ou collaboratrices, mais l'on estime à 16 000 le nombre



d'entre elles qui sont sans statut(2). Depuis le début des années 2010, la presse spécialisée et généraliste, le syndicat agricole majoritaire et les gouvernements ne tarissent pas de qualificatifs pour décrire le « retour des femmes dans l'agriculture ». Il est vrai que 27 % des exploitations agricoles françaises sont, en 2010 (date du dernier recensement général de l'agriculture) dirigées par des femmes, contre 8 % en 1970. Cependant, trois faits sociaux minorent cet optimisme de rigueur. Tout d'abord, être chef d'exploitation ne signifie pas être active sur l'exploitation. Apporter ses parts à une structure collective suffit. Ensuite, 60 % d'entre elles ont plus de 50 ans. Dans bien des cas, être chef d'exploitation signifie remplacer le mari à la retraite. Enfin, les exploitations dirigées par

des femmes de moins de 40 ans sont le plus souvent des petites exploitations en filières ovine, caprine, maraîchère, horticole ou viticole.

Après avoir quitté l'agriculture en catimini durant les années 1960 et 1970, les femmes reviennent depuis les années 1980, mais en effectifs réduits et par la petite porte.

(1) Lagrave Rose-Marie, 1988. Celles de la terre. Agricultrice : l'invention politique d'un métier, Paris, Editions de L'EHESS

(2) Les données chiffrées mentionnées dans les phrases suivantes sont issues du document numérique : [agriculture.gouv.fr/quelle-est-la-place-des-femmes-dans-l'agriculture-française]

Les Caprices de Marianne

Vous avez dit libération de la femme ?

En matière de condition féminine, il ne faudrait pas confondre « changement » et « progrès ». Quelques exemples...

« Ni putes, ni soumises » ce mouvement résume à lui tout seul ce que la société du libéralisme sauvage construit : d'un côté la femme qui par sa tenue ou son attitude sollicite le cerveau reptilien de l'homme et ses désirs sexuels les plus immédiats, de l'autre la femme qui maintient la domination en respectant les autorités diverses que sont la famille, la religion et ce qui est reconnu dans la société comme « le bon comportement ». Il doit pourtant y avoir une autre voie, celle où les femmes et les hommes sortent du système dominant et dominé pour entrer dans celui de la collaboration et de la considération mutuelle.

Certains diront que tout a changé car les hommes participent aux tâches ménagères. La société elle-même a changé : on doit maintenant écrire « auteure » ou « professeure », on n'utilise plus « mademoiselle » car il n'y a pas d'équivalent au masculin, le congé parental est partagé (si bien que finalement il est divisé par 2 puisque peu de pères peuvent en profiter sans risquer leur emploi) et surtout il y a la loi de la parité !

Pour moi ces changements ne sont pas un progrès. Les femmes politiques qui prônent et profitent de la parité ne sont pas des madame-tout-le-monde, elles ont généralement les moyens financiers de faire

garder leurs enfants et d'avoir des femmes de ménage, finalement elles ressemblent beaucoup aux hommes politiques. Dès qu'on accorde des droits différents à une partie de la population, c'est qu'on veut la maintenir dans son état de dépendance. Pour que les femmes fassent de la politique, il faut créer un service public de garde d'enfants pour qu'elles puissent militer et participer à la vie citoyenne. Et ainsi les hommes pourraient eux aussi militer.

Certaines croient que le fait d'être des femmes suffit à avoir des intérêts communs. Par exemple Laurence Parisot, dont la fortune familiale est estimée à 100 millions d'euros, a été présidente du Medef de 2005 à 2013. On ne peut pas dire que sa présidence a servi les femmes. Je peux aussi citer Margareth Thatcher, Christine Lagarde ou Angela Merkel. Qu'ont-elles fait pour l'amélioration du sort des femmes ? Rien ! Et rien non plus pour l'amélioration du sort des hommes. Elles ont surtout

servi à améliorer le sort des riches hommes et femmes dont elles font partie.

Un militant syndical ou politique de base fait beaucoup plus pour les femmes qu'une femme politique libérale, car il fait avancer les droits et les conditions de vie pour tous sans aucune distinction.

Dans la Grèce antique la différence entre les hommes des femmes était surclassée avant tout par la différence entre citoyens et esclaves. Le seul progrès possible pour nous aujourd'hui, c'est que les nouveaux « esclaves » hommes et femmes que nous sommes luttent ensemble pour se libérer. Quel intérêt y a-t-il à ce que seule la moitié de la société, homme ou femme, se libère sans l'autre ?

Les hommes aussi subissent beaucoup de contraintes notamment par les instrumentalisation de la femme que fait le libéralisme.

À suivre...

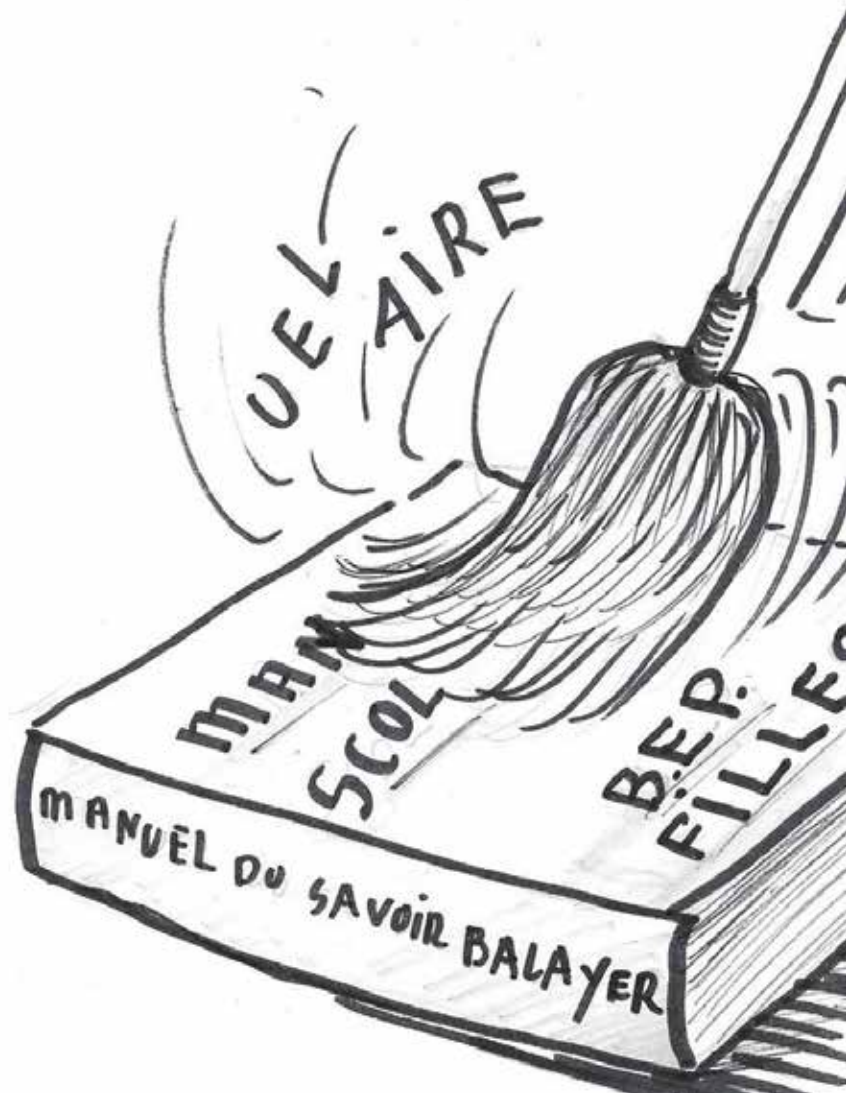


L'école des femmes... et la hiérarchie des hommes

Mises à part les sages-femmes, les infirmières, les hôtesses de l'air et quelques autres professions... il existe peu de métiers aussi féminisés que celui d'enseignant. Avec plus de 70% de femmes pour l'ensemble du ministère, dans l'Éducation Nationale, les enseignantes se taillent la part de la lionne... avec un quasi-monopole dans la si bien nommée « école maternelle ».

Avec un tel poids dans un service public d'une république laïque, la logique voudrait qu'à tous les niveaux de l'institution la plus importante de France, la place de ces dames soit à la hauteur de leur représentativité. Qu'à tous les étages des établissements dépendants du 110 rue de Grenelle, des inspections académiques, en passant par les rectorats cette proportionnalité sexuée soit respectée. Eh bien il n'en est rien ! Certes, on est loin de la sous-représentation systématique qui sévit dans les Conseils d'Administration des sociétés cotées au CAC40... un monde où les traces de femmes existent à doses homéopathiques, sauf dans les repas mondains habillés de robes coûtant des mois de SMIC, ornées de colliers représentant des années de retraites. Seulement, à l'Éducation Nationale aussi, dès que l'on s'élève vers les sommets de la pyramide, dans les sphères hiérarchiques, peu à peu elles disparaissent, se font discrètes, laissant les postes à responsabilité à leurs homologues « burnés ». Ainsi, elles ne représentent plus que 44,5% des personnels d'inspections et seulement 28,3% des directeurs académiques, 27,4% des recteurs... peu de directrices académiques sont des directrices, peu de rectrices sont des rectrices.

Rien pourtant ici ne s'oppose à leur ascension vers les lieux de pouvoirs symbolique... aucun règlement, aucun



discours sexiste... rien de tangible si ce n'est les effets invisibles d'une inertie sociale que l'exemple des ambitions d'une jeune ministre aura du mal à contrecarrer. Ses dents qui rayent le parquet n'y sont sans doute pas pour rien.

Alors d'où vient ce blocage ?

Comment s'est installé ce plafond de verre dans l'inconscient collectif ? Un plafond de verre que l'on retrouve aussi dans la représentation des organisations syndicales, qui frisent la parité, dans une profession qui ne l'est pas !



Comme souvent en sociologie, il n'y a pas de réponse simple et définitive. Sans doute faut-il avant de se lancer dans toute affirmation chercher des tentatives d'explications dans l'inertie des rapports sociaux. Avec des invariants encore véhiculés de façon insidieuse sur la masculinité et ses attributs et sur ceux de la féminité. Puissance et volonté de pouvoir d'un côté, douceur et espoir de maternité de l'autre. Il serait illusoire de penser que 1968 a réussi à remettre le logiciel de ces stéréotypes à zéro. Et pour nous éclairer, l'école est une fois encore au rendez-vous. Pas, comme on pourrait s'y attendre, parce qu'elle dispenserait des cours magistraux de « l'histoire du machisme à travers les siècles ». Non, cette fois ci, loin des leçons, elle se transforme en objet d'analyse, en sujet d'étude.

Les manuels scolaires

En effet, une société se juge aussi sur la façon dont la culture et les représentations se transmettent, parfois de façon inconsciente. Dans cette construction l'école a un rôle important... à la fois comme potentielle prescriptrice de changement, mais aussi comme chambre d'écho d'une société patriarcale multiséculaire. C'est pourquoi des sociologues ont décidé de s'intéresser à la place offerte aux femmes dans un vecteur du savoir scolaire : les manuels... de lecture, d'histoire, de mathématiques, de français.*

A chaque fois le constat est le même : en plus d'une sous-représentation des figures féminines, ces dernières sont bien souvent cantonnées à des places subalternes, à des rôles domestiques, avec une préférence notable pour les jeux de fille et les couleurs douces et roses. Les manuels de français parlent des auteurs français. Ceux d'histoire, des français qui ont fait la France... tenant sous silence, sans beaucoup d'explications, l'absence des femmes dans l'histoire de la littérature et l'histoire tout court. Il y aurait pourtant matière à éclairage, à recadrage. On pourrait ainsi se rappeler que le suffrage universel ne le fut vraiment qu'en 1945.

Rappeler aussi que comme « l'Histoire est écrite par les vainqueurs », les rapports de force de notre société l'ont été par des hommes, pour des hommes dans des siècles de patriarcats et que cela explique la place dominante de la testostérone dans l'histoire et la littérature.

Ne pas expliquer cela, ne pas mettre le doigt de façon claire sur cette partie de notre histoire, c'est participer, à l'école aussi, à l'inertie qui construit les plafonds de verre. Il faudra donc enfin que cette question soit abordée de façon claire dans tous les programmes et les manuels et qu'à minima les éditeurs s'évertuent à dépoussiérer les stéréotypes qu'ils véhiculent avec l'argent des contribuables. Il faut faire le ménage des manuels scolaire... et cela tombe bien, car le ménage, les femmes, elles connaissent cela très bien ! On est jamais aussi bien servi que par soit même.

* Vous trouverez toutes les références sur <http://www.centre-hubertine-auclert.fr/education-a-l-egalite>

* En moyenne, les femmes consacrent 3h26 par jour aux tâches domestiques (ménage, courses, soins aux enfants, etc.) contre 2h pour les hommes, selon l'Insee.

TAPAGE

Journal bimestriel
d'expression libre du Nord
Seine-et-Marne - ISSN : 1969-
2722 - Dépôt légal : Avril 2016
- N° CPPAP 0418G93035.
Directeur de publication : Patrice
Hemet - Édité et imprimé par :
Association pour la Promotion
de l'Expression Libre dans la
région melloise (APEL de la
région melloise), Association Loi
de 1901, JO du 24 janvier 2009
- Siège social : 39D rue Carnot
77100 Mareuil-lès-Meaux.
contact@tapageameaux.fr
<http://tapageameaux.org>

Espagne

Désiré Goghnot

Etre femme en Espagne en 2016

...ce n'est pas si mal que ça. Où l'on constate, au risque de choquer et nonobstant les préjugés de tous types, que le statut des Espagnoles rappelle fort celui des Espagnols.

Mariage, enfants, études, travail, politique

Le nombre de mariages en Espagne est en baisse constante ; de même, le taux de naissances y est l'un des plus bas d'Europe (1,32 - nettement inférieur à celui de la France). Paradoxal, pour un pays ayant encore l'étrange réputation d'être très catholique... La pression sociale exercée sur les citoyennes à des fins de reproduction de l'espèce est moins forte chez nos voisins, où une femme sans enfants ne fait pas figure de curiosité.

Le nombre de femmes qui mènent des études supérieures est, en Espagne, sensiblement plus élevé que celui des hommes (46% contre 35%) même si le taux d'emploi final dans cette catégorie est encore (très légèrement) inégalitaire (71% contre 74%). La proportion totale de femmes qui travaillent est encore inférieure (10%) à celle des hommes, mais l'écart s'amenuise, et la crise économique a été nettement plus clémente pour les femmes que pour les hommes (ces derniers occupant plus d'emplois peu qualifiés).

En politique, les femmes sont à peu près 35 % (elles sont très majoritaires au PS, minoritaires au Parti Populaire – de droite – et presque à parité chez Podemos), et cette proportion est en augmentation constante. Et n'oublions pas qu'elles sont, en Espagne comme ici, à égalité avec les hommes si l'on considère un

pourcentage plus édifiant : 99 % de la population féminine ou masculine... n'exerce aucun mandat politique.

Violence domestique, prostitution

Ce type de violence est moins présent en Espagne qu'on ne le pense – le nombre de femmes assassinées par leurs conjoints, ainsi que le nombre de plaintes pour violence, y est proportionnellement moins élevé qu'ici. Peut-être grâce à l'existence d'une excellente loi, dite (bizarrement) « Loi du Genre », et qui rend la réponse judiciaire, et la protection physique de la victime, bien plus rapides et efficaces que dans notre pays (un défaut, cependant : les quelques 23 % de cas de violence conjugale exercés contre les hommes ne bénéficient pas de la même assistance).

La prostitution et les maisons closes sont interdites en Espagne, ce qui n'empêche pas un développement très important des « puticlubs », souvent proches de la frontière française, et dont l'existence constitue un scandale régulièrement dénoncé par la presse, sans grand résultat. A noter toutefois que 90 % des prostituées, en Espagne, sont de nationalité étrangère, et que personne ne semble demander aux Espagnoles d'être « putes » (ni « soumises », à ma connaissance...

Macho ibérique

Ce « beau » à l'espagnole, régulièrement brocardé dans son pays, semble pourtant avoir cessé de nuire auprès des femmes depuis plusieurs décennies. C'est un peu empirique, mais prenez la peine de déambuler dans une ville espagnole : vous y verrez autant d'hommes qui promènent leurs enfants dans des poussettes, ou qui portent des chemises roses, et qui n'ont de toute façon pas des



comportements de prédateurs ou de violeurs, que n'importe où ailleurs en Europe.

« Hembrisme »

Le discours dominant en Espagne est souvent teinté de féminisme, comme en France. Mais, preuve sans doute d'une ouverture d'esprit plus grande que la nôtre en ce qui concerne le « genre », les Espagnol(e)s dénoncent désormais le Hembrisme. Ce néologisme désigne le racisme de genre, identique au machisme, mais ayant pour cible les hommes (une manifestation de Hembrisme ? La plaisanterie graveleuse à la mode en France et en Espagne, et consistant à dire « ça sent la testostérone » dès qu'un groupe comprend plus de 50 % d'hommes). Rosa Montero, formidable éditorialiste de gauche et féministe, parfois traduite dans des journaux français, courageusement impliquée (entre autres) dans la défense du droit à l'avortement, s'est fait une spécialité de dénoncer ce type de dérive, rappelant sans relâche que l'intelligence et la bêtise n'ont pas de sexe.

Société

Charles Max

La théorie du « genre »

Depuis plusieurs années, le terme de « genre » revient souvent, que ce soit dans le langage courant, dans les médias ou dans le vocabulaire militant des mouvements féministes, gays et lesbiens. Quels en sont les significations et les enjeux ?

Un terme polémique et critique

Le terme de genre peut se définir : « [U]n système de bi-catégorisation hiérarchisée entre les sexes (hommes/femmes) et entre les valeurs et représentations qui leur sont associées (masculin/féminin) ». (1).

Il est donc directement lié à une critique du naturalisme anthropologique qui rabat le générique sur la génétique. Ainsi les catégories de féminin et de masculin ne seraient pas entièrement dérivables de la biologie ; elles auraient au contraire une dimension essentiellement sociale et culturelle. Simone de Beauvoir est certainement une des plus importantes philosophes (2) à problématiser la différence des sexes en remettant en cause les évidences biologisantes et à en avoir fait, dans le même mouvement, un concept féministe et militant.

La célèbre phrase « on ne naît pas femme, on le devient » (3) renvoie à l'existentialisme sartrien pour qui « l'existence précède l'essence » (4) : chez l'homme, pas de déterminisme, tout est projet c'est à dire liberté. La féminité peut se concevoir comme une construction sociale et culturelle, comme un genre social. C'est pourquoi la petite fille et le petit garçon reçoivent une éducation différente, fondée sur une représentation sociale de leurs identités respectives.

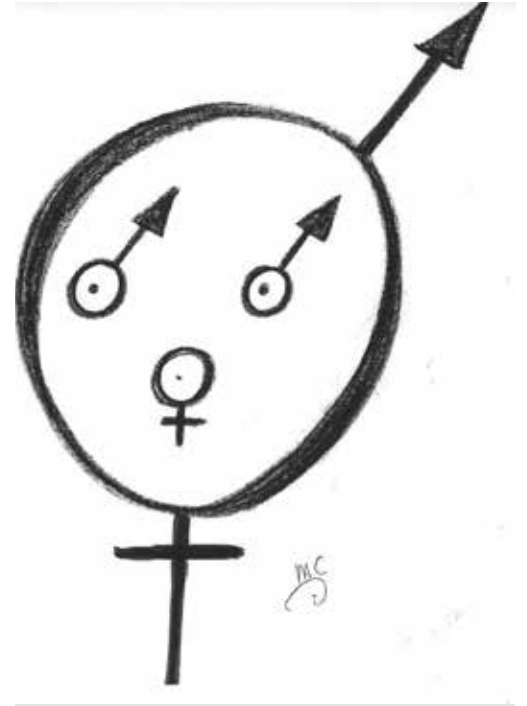
C'est un changement de paradigme profond qui conduit à ces remises en causes. En effet, dans un autre registre, Claude Lévi-Strauss (5) avait corrélié la distinction nature/culture

à la prohibition de l'inceste, donc à l'établissement de normes sociales et culturelles qui annulaient, à un certain niveau de complexité, la causalité naturelle au profit de la causalité culturelle chez l'homme.

Des féminismes différents en héritage

Pour autant, des césures apparaissent dans les discours féministes contemporains. Ainsi, pour les mouvements contestataires de la domination masculine, le fond du problème est politique, lié aux rapports de pouvoir. Dès le début du 20ème siècle, Les léninistes étendaient la sphère de domination économique à la cellule familiale. Le slogan célèbre de mai 68 « la femme est le prolétaire de l'homme » reste dans les mémoires. La théorie *queer* insiste quant à elle sur les pratiques sexuelles réversibles et contingentes, faisant de ces dernières des actes non-déterminés socialement donc individuelles et molaires.

Les thèses différentialistes voient, quant à elles, une différence essentielle chez les hommes et les femmes et prônent, non une égalité de droits



(concept « masculin »), mais un droit à la différence en raison de leur appartenance à un groupe moléculaire.

- 1.) Laure Bereni, Sébastien Chauvin, Alexandre Jaunet et Anne Revillard Introduction aux études sur le genre de Boeck Supérieur, 2012
- 2.) Le deuxième sexe, 1949
- 3.) Ibid., tome 2 « L'expérience vécue »
- 4.) L'existence est un humanisme
- 5.) Anthropologie structurale



Abonnez-vous à Tapage !

Toutes les infos page 20

>> Vous appréciez une parole libre, surtout à Meaux, vous aimez les structures coopératives, vous croyez encore dans l'action collective et vous détestez la logique financière, les gaz de shistes et les OGM...

Economie

Energie

EDF prépare un nouveau plan d'économies d'un milliard d'euros à la demande de l'Etat, en contrepartie de son soutien financier. En janvier, l'énergéticien avait déjà annoncé son intention de supprimer de 5% de ses effectifs en France sur trois ans, soit 3 350 postes sur la période 2016-2018, sans licenciements, pour faire face à une concurrence accrue et à la chute des prix de marché de l'électricité.

Selon «Le Figaro», deux pistes sont explorées : la réduction supplémentaire des effectifs et une réforme de la rémunération des employés. Celle-ci reviendrait à diviser par deux les hausses de salaires en cas de franchissement d'échelons supplémentaires. Une pilule qui pourrait être difficile à digérer par les syndicats. Ces derniers font d'ailleurs remarquer que la grille salariale est définie au niveau de la branche, et non de l'entreprise. Parallèlement, EDF pourrait céder des actifs dans sa filiale Réseau de transport d'électricité (RTE).

Réagissant à ces informations, FO Energie et Mines s'indigne d'apprendre «par voie de presse», le jour même de l'«ouverture de la négociation sur l'organisation du travail à EDF», que l'entreprise va «réclamer des efforts supplémentaires à ses salariés». Dans un communiqué intitulé «Mensonges et trahisons», FO Energie et Mines, qui «s'interroge même sur un éventuel plan social avec licenciements», fait valoir que la situation financière d'EDF est «la ré-



sultante de décisions et d'arbitrage douteux des dirigeants et de l'État depuis deux décennies».

Une filiale italienne pourrait être mise en vente

Les syndicats risquent donc de ne pas apprécier le tour de vis que prépare aussi l'entreprise. EDF avait déjà annoncé une baisse de ses charges d'exploitation. Dès juillet 2015, le groupe avait initié une revue de ses actifs fossiles (centrales au gaz ou au charbon) hors de France, notamment en Pologne. Mais le groupe devra faire encore des efforts pour diminuer ses coûts. Une économie de 300 millions d'euros par rapport à 2014 est programmée et les investissements vont être réduits : ils passeront de 12,5 mds € en 2015 à 10,5 Mds € en 2018 (hors nouveaux développements).

D'après nos informations, tous les nouveaux développements sont obligatoirement financés par une cession d'actifs d'un montant équivalent. Une partie, sinon la totalité du portefeuille d'Edison, l'énergéticien italien filiale d'EDF, pourrait être mis en vente. Ainsi que des participations plus minoritaires dans des entreprises de pays d'Europe occiden-

tales, comme la Hongrie. Enfin, une option de vente pourrait également être exercée concernant l'entreprise américaine Constellation. EDF justifie toutes ces mesures par le «mur de dépenses» auquel elle doit faire face. Certainement le plus important jamais affronté de toute son histoire.

D'importants investissements à venir

Actuellement EDF doit faire face à une prévision de dépenses à venir de plus en plus longue. La facture de l'EPR de Flammanville (Manche) est déjà passée de 3 à 9 milliards d'euros. Une somme à laquelle il faut ajouter 4,5 milliards d'euros pour la reprise d'Areva. La rénovation des centrales nucléaires, dont le gouvernement veut prolonger la durée de vie, nécessitera par ailleurs au moins 51 milliards d'euros. Enfin, EDF doit composer avec un endettement de 37 milliards d'euros. En contrepartie, le ministre de l'Economie Emmanuel Macron a affirmé que l'Etat français, actionnaire à 84,5%, était prêt à injecter des fonds pour redresser les comptes de l'entreprise et les futurs investissements à venir notamment pour la construction de deux réacteurs de type EPR à Hinkley Point, dans le sud-ouest de l'Angleterre.

Saint-Malo

Les salariés en grève après l'éviction brutale de leur patron

Mardi 12 avril, alors qu'il recevait pour la première fois les actionnaires du groupe américain qui a racheté son entreprise, le patron du Laboratoire de la mer à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) a été viré en cinq minutes. Olivier Bertaud, dont l'entreprise connaît depuis cinq ans une croissance à deux chiffres et qui est devenue le leader mondial du spray nasal grâce notamment à son produit phare, le Physiomer, n'en est pas encore revenu.

«Je ne m'y attendais pas du tout. Lorsque nos actionnaires sont arrivés ce mardi matin, à 8 h 30, pour une visite, ils m'ont demandé de partir tout de suite, de quitter la ville et de partir loin», confie Olivier Bertaud à Ouest France.

Entreprise familiale depuis 25 ans, le Laboratoire de la mer avait été racheté en 2010 par le groupe belge Oméga, lui-même racheté par le fabricant américain de génériques Perrigo en 2012.

Cette décision brutale a fait l'effet d'un coup de tonnerre dans l'entreprise bretonne. Dès l'annonce de la nouvelle, les 130 salariés du Laboratoire de la mer se sont mis en grève. Ils ont même occupé un rond-point de Saint-Malo. «Comment peut-on virer ainsi un président, comme un malpropre? Si cette société est arri-



vée à ce niveau-là, c'est grâce à la famille Bertaud», confiait mercredi à Ouest-France la directrice administrative et financière de la société. Dans un communiqué, le groupe Perrigo assure vouloir conserver le laboratoire de la mer, les marques et l'ensemble des salariés. Le groupe veut également poursuivre les investissements et le développement de l'activité à St Malo. Ému par le soutien inconditionnel de ses employés, Olivier Bertaud est revenu sur le site ce mercredi dans le but, selon le quotidien de «récupérer son entreprise.»

en brèves

H&M: DES PAROLES ET DES ACTES!

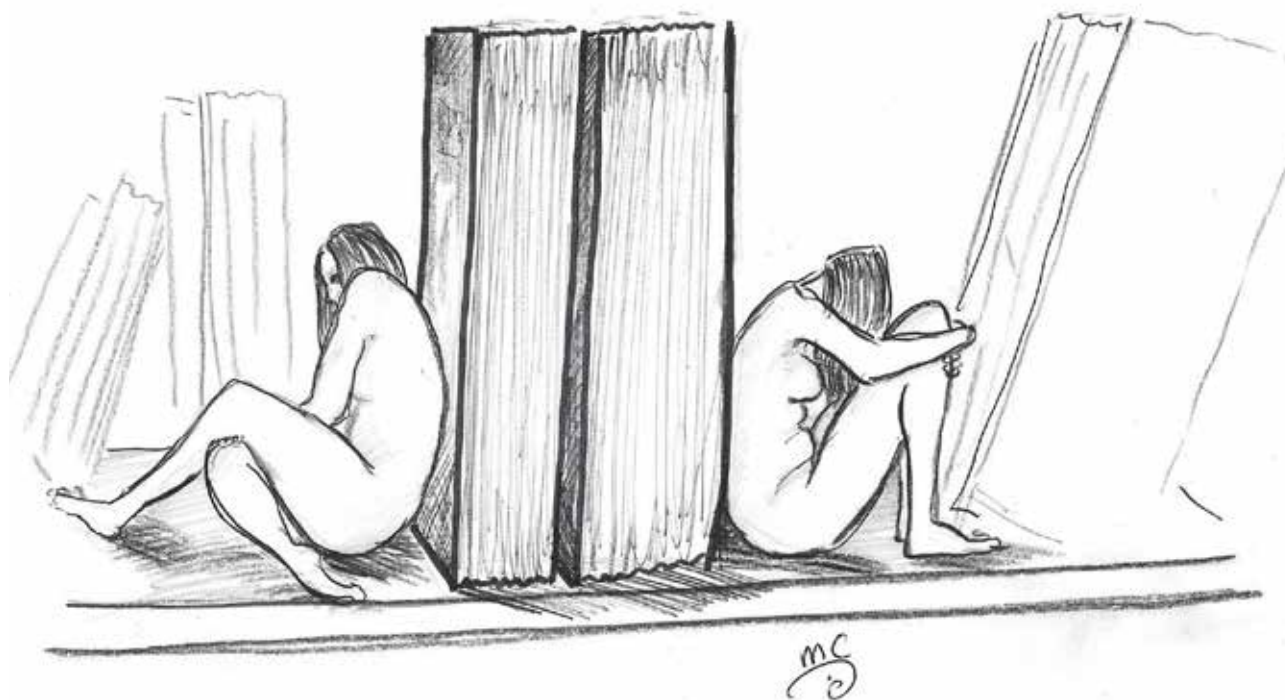
Trois ans après la signature de l'Accord Bangladesh, d'importants retards dans la réparation des bâtiments des fournisseurs stratégiques d'H&M font que des milliers de travailleurs risquent toujours leur santé et leur vie pour fabriquer des vêtements pour H&M. Les travaux de réparation des 32 fournisseurs stratégiques de H&M subissent des retards importants. A l'heure actuelle, 61% des fournisseurs de H&M ne disposent pas de portes coupe-feu et d'issues de secours sécurisées. Ces retards peuvent avoir des conséquences dramatiques. L'incendie de l'usine Matrix Sweater, fournisseur de H&M, en février a été un avertissement sérieux. C'est inacceptable ! Il faut que l'enseigne rattrape rapidement ce retard et garantisse la sécurité des travailleurs de ses fournisseurs au Bangladesh. Des actions sont menées partout dans le monde pour que H&M respecte l'accord Bangladesh.

VOUS avez un rôle à jouer :

écrivez à H&M et relayez cette campagne. Info et inscription :

jean-marc@achACT.be.
0485 583 592

L'amie prodigieuse



Elena Ferrante, Italienne née en 1943 probablement à Naples ne laisse rien filtrer de sa vie. Son nom est un pseudonyme, certains affirment qu'elle vit en Grèce, d'autres à Turin, elle ne s'est pas présentée à la remise des prix qu'elle a obtenus (Oplonti, Procide Elsa Morante) Une seule interview est parue dans l'Unita en 2002. Dans un recueil de lettres à son éditeur (la Frantumaglia – 2003) elle parle de son désir d'auto-préservation de sa vie privée et de son souci de maintenir une distance avec la presse et entre elle et ses lecteurs. Elle ne pense pas pouvoir ajouter quoi que ce soit à ses livres. Et elle a bigrement raison.

« L'amie prodigieuse » (Poche Gallimard, janvier 2016 - 8,20 €) et la suite : « Le nouveau nom » (Gallimard, janvier 2016 – 23,50€) mettent en scène deux jeunes filles

d'un quartier défavorisé de Naples à la fin des années cinquante. Lila et Elena, de familles pauvres sont d'excellentes élèves. L'une, la plus douée, est révoltée et insoumise, l'autre est plus malléable et admire fortement la première. Leur enfance, adolescence et âge adulte sont traversés par leurs transformations physiques, psychologiques et par la transformation du pays, des conventions sociales et des interdits.

L'accès au savoir et donc l'autonomisation des filles est source de conflits familiaux. Dans ces familles pauvres, ce sont surtout les mères qui exercent de fortes pressions sur leurs filles car la renommée de pureté reste la seule richesse négociable en mariage financièrement heureux. Ces mères qui n'évoluent pas avec la société sont restées figées dans les représentations qu'elles ont

toujours connues. Elles engagent toutes sortes de processus : culpabilisation, interdits, déconsidération pour pousser leurs filles à ne pas trop étudier, à se marier tôt et ainsi alléger le poids financier que représentent les filles pour leur famille.

Les chemins d'Elena et Lila se croisent et s'éloignent avec force ruptures, rapprochements, joies et peines. Une amitié et une rivalité sans borne les lient tout au long de leur vie.

Ces deux romans sont un vrai choc : le style, la précision des conflits intérieurs, des sentiments, la description des forces et des faiblesses profondément humaines, l'évolution de la société qui laisse une partie des êtres sur la touche et les prive de l'accès à la modernité offrent un moment de lecture exceptionnel. A lire de toute urgence.

Les recettes de mémère Germaine

Sauce minute pour les pâtes

*En cas d'invités-surprises
voici une recette de
sauce pour pâtes vite
réalisée et qui fait son
petit effet.*

**Pour 4 personnes, il
faut :**

250g de pâtes sèches, 4 côtes
de porc dans le filet (ou 400g
de filet de poulet ou de viande
blanche quelconque, voire 1
paquet de 250g de lardons),
une botte d'oseille fraîche ou
surgelée (qu'on peut rempla-
cer par du basilic), 1 pot de
tomates séchées dans l'huile, 2
cuillères à soupe d'huile, 3 cuil-
lères à soupe de crème allégée,
sel, poivre. Pour une sauce végé-
tarienne, remplacer la viande
par un oignon émincé.

Pendant la cuisson de vos
pâtes, réalisez la sauce :

Dans une sauteuse, faites reve-
nir la viande en morceaux dans
l'huile, à feu moyen. Lorsqu'elle
commence à se colorer, ajou-
ter l'oseille que vous coupez
en lamelles avec des ciseaux,
remuez, salez et poivrez. Lais-
sez cuire à feu doux 3 mn puis
ajoutez 6 à 7 tomates séchées
coupées en lamelles avec les
ciseaux. Remuez bien le tout,
ajoutez la crème fraîche et
remuez. Laissez sur feu très
doux.

Lorsque les pâtes sont cuites,
égouttez-les et jetez les dans la
sauteuse, remuez délicatement
et servez dans les assiettes.

Vous pouvez décorer avec un
peu de persil, des olives noires
dénoyautées et hachées ou
encore quelques copeaux de
parmesan.



en images

Max Ernst,
Une Semaine de Bonté
(A Week of Kindness),
Paris, 1934



Culture loisirs

Sortir avec les enfants

A l'orangerie du parc de Rentilly,

1 Rue de l'Étang, 77600 Bussy-Saint-Martin 2 rendez-vous : entrée libre mais nombre de places limité — réservation conseillée au 01 60 35 46 72

- Le Rendez-vous du petit lecteur :

Contes d'un autre genre par Gaël Aymon- Mercredi 27 avril à 15h Ce mois d'avril met à l'honneur les contes en Marne et Gondoire, des contes revisités, détournés, chamboulés... des contes d'un autre genre ! c'est à une rencontre vraiment passionnante avec l'écrivain Gaël Aymon que nous convions les jeunes lecteurs, amateurs de contes avec des princesses qui ne soient pas des chouchottes... après la lecture de Rouge-Crinière, les enfants pourront échanger avec l'écrivain.

À partir de 7 ans- Durée : environ 1h

- Atelier d'écriture :

par Jacques Jouet- mercredi 20 avril à 15h Voici le grand retour de l'OuLiPo ! Les écrivains en herbe s'essaieront aux jeux littéraires de ce courant avec l'un de ses membres les plus illustres, Jacques Jouet. Taillez vos crayons et affûtez vos



idées. À partir de 7 ans- Durée : environ 2h.

Au théâtre Gérard Philippe de Meaux,

17, rue du commandant Berge (quartier du marché) (01 60 23 08 42) jeudi 21 et vendredi 22 avril à 14h : « **Paul et le voyage à histoire** » par la compagnie Laobe. Tarif : 6,50- durée 55 mn.

Au Théâtre de Poche en bord d'Ô

à Thorigny-sur-Marne (25 quai de Marne) (01 72 84 82 03) : les 19, 20, 21, 22, 24, 26, 27, 28 et 29 avril à 15h30 (10 à 12 €) La fabuleuse histoire de Claire la Magicienne de Claire Perrine (Magie et ventriloquie). Des stages de magie avec Claire Perrine d'une durée de 3 heures suivis d'un mini spectacle sont organisés au théâtre à 9h30 les 22 et 29 avril (de 6 à 15 ans/38 à 40€ la séance).

A ne pas manquer

Merci patron

Pour Jocelyne et Serge Klur, rien ne va plus : leur usine fabriquait des costumes Kenzo (Groupe LVMH), à Poix-du-Nord, près de Valenciennes, mais elle a été délocalisée en Pologne. Voilà le couple au chômage, criblé de dettes, risquant désormais de perdre sa maison. C'est alors que François Ruffin, fondateur du journal Fakir, frappe à leur porte. Il est confiant : il va les sauver. Entouré d'un inspecteur des impôts belge, d'une bonne sœur rouge, de la déléguée CGT, et d'ex-vendeurs à la Samaritaine, il ira porter le cas Klur à l'assemblée générale de LVMH, bien décidé à toucher le cœur de son PDG, Bernard Arnault. Mais ces David frondeurs pourront-ils l'emporter contre un Goliath milliardaire ? Du suspense, de l'émotion, et de la franche rigolade. Nos pieds nickelés picards réussiront-ils à duper le premier groupe de luxe au monde, et l'homme le plus riche de France ?

Dans tous les bons cinémas ...



S'abonner à Tapage

Vous voulez devenir un dangereux rebelle ? un lanceur d'alerte locale ? un altermondialiste suspect... c'est ici que ça se passe !

> 1 an, 5 numéros

Tarif normal : 18€ - De soutien : 25€ - Mécène : supérieur à 30€

Nom, prénom :

Adresse postale :

.....

Courriel :

Paiement : libeller le chèque à l'ordre de « APEL de la région meldoise »

Envoyer à : APEL, 39 D rue Carnot 77100 Mareuil-lès-Meaux

